

ACTION URGENTE

ÉGYPTE. PLUSIEURS PERSONNES ARRÊTÉES APRÈS UNE MANIFESTATION

Dans la soirée du 21 juin dernier, quelque 23 personnes ont été interpellées au Caire après avoir manifesté contre la loi relative aux manifestations, considérée comme répressive. Parmi elles figure Yara Sallam, défenseure des droits humains et notamment des droits des femmes. Cette femme est une prisonnière d'opinion.

Des représentants de l'Initiative égyptienne pour les droits de la personne, où travaille Yara Sallam, ont informé Amnesty International que les manifestants avaient marché à travers le Caire en direction du palais présidentiel, mais qu'ils avaient été plusieurs fois agressés par des hommes en civil.

Les forces de sécurité ont dispersé le défilé au moyen de gaz lacrymogène et arrêté une trentaine de personnes sur place. Les hommes en civil les ont parfois aidées, en attrapant des manifestants et en les leur remettant.

Des procureurs ont ordonné la détention de 23 personnes pour quatre jours au motif qu'elles avaient manifesté sans autorisation et vandalisé des biens. Les avocats de la défense ont informé que les forces de sécurité devaient encore présenter des éléments étayant ces accusations.

On ne sait pas si tous ceux qui ont été appréhendés participaient à la manifestation. Les avocats de la défense pensent que certains étaient peut-être de simples passants. Yara Sallam marchait dans ce quartier avec sa cousine et était en train d'acheter de l'eau lorsqu'elle a été arrêtée. Il semble qu'elle ait été prise pour cible en raison de son travail en faveur des droits humains et du poste qu'elle occupe au sein de l'Initiative égyptienne pour les droits de la personne.

DANS LES APPELS QUE VOUS FEREZ PARVENIR LE PLUS VITE POSSIBLE AUX DESTINATAIRES MENTIONNÉS CI-APRÈS, en arabe, en anglais ou dans votre propre langue :

- priez les autorités de libérer Yara Sallam immédiatement et sans condition car c'est une prisonnière d'opinion, détenue uniquement pour avoir exercé pacifiquement son droit à la liberté d'association pacifique ;
- appelez-les à relâcher immédiatement et sans condition toutes les personnes détenues uniquement pour avoir exercé leur droit à la liberté de réunion pacifique ;
- exhortez-les à libérer tous les autres ou à les inculper d'infractions reconnues par le droit international et les juger dans le respect des normes internationales d'équité des procès.

ENVOYEZ VOS APPELS AVANT LE 5 AOÛT 2014 À :

Procureur général

Hesham Mohamed Zaki Barakat
Office of the Public Prosecutor
Supreme Court House, 1 « 26 July »
Road, Cairo, Égypte
Fax : +202 2 577 4716 / +202 2 575
7165 (éteint en dehors des heures de
bureau, GMT+2)
Formule d'appel : *Dear Counsellor, /*
Monsieur le Procureur général,

Président de l'Égypte

Abdel Fattah al-Sisi
Office of the President
Al Ittihadia Palace, Cairo, Egypt
Fax : +202 2 391 1441
Formule d'appel : *Your Excellency, /*
Monsieur le Président,

Copies à :

Adjointe au ministre des Affaires
étrangères, chargée des droits humains
Mahy Hassan Abdel Latif
Multilateral Affairs and International
Security Affairs
Ministry of Foreign Affairs
Corniche al-Nil, Cairo, Égypte
Fax : +202 2 574 9713
Courriel : contact.us@mfa.gov.eg

Veuillez également adresser des copies aux représentants diplomatiques de l'Égypte dans votre pays (adresse/s à compléter) :

nom(s), adresse(s), n° de fax, adresse électronique, formule de politesse

Vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir après la date indiquée ci-dessus. Merci.

AMNESTY
INTERNATIONAL



ACTION URGENTE

ÉGYPTE. PLUSIEURS PERSONNES ARRÊTÉES APRÈS UNE MANIFESTATION

COMPLÉMENT D'INFORMATION

Le 21 juin 2014 en début de soirée, les manifestants ont essayé de marcher jusqu'au palais présidentiel à Ittihadiya, mais ont été à plusieurs reprises agressés par des hommes en civil, comme ils l'ont raconté à leurs avocats. Ces hommes leur ont jeté du verre cassé et les ont ensuite agressés avec des couteaux et des épées.

Lorsque les manifestants sont arrivés sur la place Ismailiya, les forces de sécurité leur ont lancé du gaz lacrymogène, les dispersant ainsi dans les rues alentour. Elles ont ensuite arrêté une trentaine d'entre eux sur place, dont certains ont été attrapés par des soi-disant « citoyens honorables », c'est-à-dire des individus qui soutiennent les autorités.

Parmi les manifestants interpellés, quelques-uns ont été libérés mais plusieurs procureurs ont renvoyés 23 d'entre eux en détention en attendant l'approfondissement de l'enquête. D'après ce que les avocats ont dit à Amnesty International, ces personnes sont accusées d'avoir défilé sans autorisation, détruit des biens publics et privés, et porté des instruments ayant pu provoquer des blessures ou la mort.

Yara Sallam est une défenseure des droits humains qui travaille actuellement à l'Initiative égyptienne pour les droits de la personne. Elle est également connue pour ses activités en faveur des droits des femmes, menées notamment lorsqu'elle travaillait à Nazra pour les études féministes.

Elle marchait dans le quartier avec sa cousine et était en train d'acheter de l'eau lorsque des hommes en civil se sont approchés d'elles. Ils ont appelé les forces de sécurité, qui ont appréhendé les deux femmes. Ils ont finalement libéré la cousine de Yara Sallam mais ont maintenu cette dernière en détention. Celle-ci a été interrogée sur la nature de son travail pour l'Initiative égyptienne pour les droits de la personne et sur l'administration de cette organisation, comme l'ont expliqué des membres de l'Initiative à Amnesty International.

Parmi les détenus figure Sanaa Ahmed Seif, la sœur du militant bien connu Alaa Abd El Fattah, qui purge une peine de 15 ans de prison pour avoir manifesté sans autorisation.

Les avocats des manifestants arrêtés ont informé que leurs clients étaient incarcérés dans différents postes de police d'Héliopolis, dans la banlieue du Caire.

Aux termes de la Loi réglementant le droit aux rassemblements, processions et manifestations pacifiques publics (Loi 107 de 2013), les organisateurs de ce type d'événement doivent soumettre leurs projets aux autorités, qui disposent de vastes pouvoirs leur permettant d'annuler des manifestations ou d'en modifier le parcours. L'ancien président égyptien Adly Mansour a promulgué cette loi le 24 novembre 2013.

Noms : Sanaa Ahmed Seif (f), Mohamed Ahmed Youssef Saad (h), Bassam Mohamed Aly El Saed (h), Ahmed Samir Mahmoud Mohamed (h), Islam Tawfik Mohamed Hassan (h), Yasser Samir Fadel Sayed (h), Ibrahim Ahmed el Saed Abdel Rahaman (h), Salwa Aboud Aly Mehrez (h), Karim Moustafa Yassin (h), Yara Sallam (f), Islam Mohamed Abdel Hamid Mohamed (h), Nahed Sherif Abdelhamid el Saed (h), Fekrya Mohamed Mohamed (h), Mohamed Anwar Massoud (h), Hanan Moustafa Ahmed Soliman (h), Moataz Mahmoud Mansour Ragheb (h), Mohamed el Saed al Sayed (h), Ahmed Mohamed Abdelhamid Mohamed (h), Mahmoud Hesham Hassanien Abdel Aziz (h), Momen Mohamed Radwan (h), Mohamed el Sayed Mohamed (h), Moustafa Mohamed Ibrahim (h), Samar Ibrahim Mahmoud Ibrahim (h)

Hommes et femmes

AU 164/14, MDE 12/037/2014, 24 juin 2014

AMNESTY
INTERNATIONAL

